

Par CCE Thales Avionics
Mardi, 24 Novembre 2009

Objet: Thales Avionics développe l'emploi en Inde et en Asie... mais en détruit et projette d'en détruire encore davantage en France.

Monsieur,

En temps que représentant de l'état, actionnaire dans notre société, vous êtes tenu informé des différents projets de la direction de Thales Avionics présentés comme nécessaires en vue d'assurer la meilleure position possible au sortir de la crise mondiale actuelle. Il nous semble important de vous faire partager nos analyses et d'attirer votre attention sur les effets néfastes de cette stratégie économique de la France et des actions prioritaires décidées par le gouvernement.

Thales Avionics spécifie, fabrique et vend pour le marché de l'aéronautique civil et militaire des produits et sous-systèmes à composantes électroniques, électromécaniques, et logiciels, de plus en plus complexes. Thales Avionics n'a jamais autant gagné de nouvelles affaires que depuis quelques nouvelles années. Pour honorer ses engagements d'excellence technologique envers ses clients (Airbus, Eurocopter, Boeing, Dassault Aviation, Ariane, ...) Thales Avionics a considérablement investi dans la recherche et le développement. Thales Avionics s'appuie également sur un tissu industriel français et européen aux compétences reconnues, qui constituent le coeur de la base industrielle et technologique de l'aéronautique et de la défense européenne. Comme vous le savez, cette industrie, d'une importance stratégique pour l'Europe, contribue à créer 4 emplois chez les fournisseurs pour chaque emploi créé chez les donneurs d'ordres. Ainsi, tout emploi supprimé au sein de Thales Avionics entraîne la fragilisation de 4 emplois à l'extérieur de Thales Avionics.

Déjà en 2007, en matière de technologie électronique et électromécanique, Thales Avionics a lancé, en période de croissance, un plan d'envergure de transfert de ses achats de France et d'Europe, vers l'Asie. Après avoir sélectionné les fournisseurs cibles, les transferts réels sont aujourd'hui en cours et ont pour effets de peser, du fait des coûts de transfert, sur la trésorerie de l'entreprise (alimentée par ailleurs par les CIR) et ont fragilisé les sous-traitants français en charge de la fabrication et du câblage des cartes électroniques et des pièces mécaniques. De plus, Thales Avionics vient d'annoncer la suppression prochaine de 30% des postes de production des LCD dans sa filiale T LCD de Moirans suite à une décision de délocalisation en Inde et au Japon.

Par CCE Thales Avionics
Mardi, 24 Novembre 2009

Après avoir créé en 2006, en matière de production de logiciels, une filiale Thales en Inde, Thales Avionics impose à ses chefs de projets le « transfert des charges de travail de sous-traitants français vers cette entité TSI » (Thales Software India). Nous avons de surcroît découvert lors du CCE du 06 novembre 2009 qu'à l'avenir, ce seraient également les travaux de spécifications et d'IVV (Intégration, Validation et Vérification), identifiés comme le cœur du métier de Thales Avionics, qui s'apprêteraient à être confiés à cette entité. Ces activités concernent les tous derniers produits et sous-systèmes en développement, de très haute technicité, utilisant les technologies les plus avant-gardistes et concernant les toutes dernières affaires gagnées, en particulier pour l'Airbus A350.

Le 1er juillet 2009, en matière de production des équipements, Thales Avionics a annoncé sous couvert d'un projet dit d'adaptation industrielle, son intention de réorganiser sa production en transférant ses plus grandes productions d'équipements (pour l'Airbus A320) de Meudon et Bordeaux vers Singapour. Ce transfert impacte directement des catégories de salariés qui, en France ressentent le plus cruellement l'effet de la crise actuelle. Ce projet, d'un coût estimé par la direction de 7 M€ impacte la trésorerie de l'entreprise pendant 3 ans, alimentée par le CIR et le plan de relance du gouvernement à travers les grands programmes militaires, supprime environ 200 postes en région bordelaise et parisienne pour en créer 70 à Vendôme mais surtout 70 à Singapour (vous noterez au passage que 60 postes disparaissent purement et simplement). Ce projet ouvre la porte à une généralisation de cette pratique pour la production des produits du futur, et constitue un danger en matière de recherche & développements, au bénéfice des zones bas coûts dans des conditions de travail non identifiées.

Enfin, en 2009, en matière de recherche et développements, Thales a créé un centre important de partenariat R&D à Singapour. Il vient de créer CINTRA, une unité mixte internationale en partenariat avec le CNRS et la Nanyang Technological University de Singapour de recherche en nanotechnologie pour l'électronique. Il s'agit bien du même domaine que celui du pôle de compétitivité de Grenoble pour lequel Thales Avionics reçoit des subventions (PHILEAS).

Tout ceci illustre parfaitement le mouvement de migration de ses activités vers l'Asie qu'opère notre société, au détriment des emplois et des compétences en France, tant en interne qu'en ce qui concerne nos sous-traitants. Ceux-ci déjà fragilisés par la crise, perdent leurs contrats avec Thales Avionics au profit d'entreprises localisées en Asie, ou procèdent eux-mêmes sans aucun retour possible à la même migration.

Comment pourrait-on accepter sans rien dire de tels comportements? A quoi peuvent servir les

Par CCE Thales Avionics
Mardi, 24 Novembre 2009

Etats généraux de l'industrie si ce n'est qu'à interdire ces comportements? Que penser de l'intérêt de la suppression de la taxe professionnelle, dès lors que l'assiette même de cette taxe est chaque jour plus réduite? Que penser de la volonté du gouvernement visant à permettre une vraie politique industrielle en France, pour maintenir et développer des emplois qualifiés à forte valeur ajoutée en France à long terme?

Nous sommes surpris et inquiets de voir une filiale du groupe Thales, dont l'Etat est le premier actionnaire, proposer un plan de délocalisation industrielle en totale contradiction avec ces enjeux, destructeur d'emplois très qualifiés au sein de Thales Avionics et chez ses fournisseurs.

Nous sommes inquiets des réponses d'une direction se cantonnant à dire aux membres du CCE qu'elle n'a pas d'autres alternatives à présenter!

Nous craignons que les dirigeants de notre entreprise, Thales Avionics, utilisent la France comme source de financement de projets de restructuration dogmatiquement tournés vers l'Inde et l'Asie et en particulier Singapour.

Nous craignons que la proposition de la direction de Thales Avionics de délocalisation en Asie, à Singapour, encore déclaré paradis fiscal il y a quelques jours, disposant d'une monnaie à parité indexée et proche de l'euro, là où les salaires connaissent des progressions importantes, ce qui infirme totalement les hypothèses retenues par notre direction, relève bien plus d'un choix politique que d'un intérêt économique à long terme.

Les Singapouriens subventionnent les industriels de l'aéronautique qui investissent dans la maintenance, la production et la recherche et le développement. Nous redoutons que la direction de Thales Avionics ait fait ce choix pour bénéficier de subventions locales à Singapour dans le but de réaliser des profits immédiats au détriment de l'emploi en France.

Notre devoir est de vous alerter sur ces stratégies, de leurs conséquences et de vous faire part de nos analyses. En vous alertant, c'est à l'Etat français, 1er actionnaire de notre entreprise, que nous nous adressons.

Par CCE Thales Avionics
Mardi, 24 Novembre 2009

Dans le contexte politique et social difficile que la France traverse aujourd'hui, ce projet est incompréhensible. C'est pour cela que, confiants en l'intérêt que vous portez à notre entreprise, confiants dans le bon sens républicain qui vous honore et en votre volonté de sauvegarder l'industrie aéronautique civile en France, les élus du CCE de Thales Avionics vous remercient profondément de l'attention que vous apporterez à ce courrier et aux actions que vous mettrez en oeuvre.

Nous espérons vivement une réponse à ce courrier et, dans cette attente, nous vous prions de bien vouloir agréer, Monsieur le commissaire du gouvernement, l'expression de toute notre considération.

Le CCE de Thales Avionics